

{{{CONCLUSION}}}

Un bilan contrasté.

Ainsi, à l'instar d'une partie de la France et du Midi en particulier, la vallée du Bas-Rhône et ses deux départements principaux le Vaucluse et le Gard, sont pleinement concernés par les rapatriements inhérents à la décolonisation de l'ancien {{{Empire français}}}.

Dans un contexte socioéconomique en transition, l'arrivée inattendue des rapatriés d'outre-mer modifie sensiblement ces régions de Provence et du Languedoc.

Cependant, si les rapatriés d'Indochine, à partir de 1953, et les rapatriés de Tunisie et du Maroc à partir de 1956, ne constitue pas un bouleversement par un flux migratoire lent et étalé dans le temps, l'installation des repliés d'Algérie transforme considérablement cette région.

Les administrations, tant nationales que locales, se doivent ainsi de relever de nombreux défis : l'organisation d'une administration d'accueil spécifique, la résolution de la saturation de logements et du problème de l'emploi par l'« opération rapatriés ».

De plus, le groupe particulier constitué des anciens supplétifs et de leurs familles connaît une trajectoire particulière : reclassés par l'intermédiaire des camps de transit dont celui de Saint-Maurice l'Ardoise, nombre d'entre eux gravitent de camps en camps pour finir dans des hameaux de forestage comme dans le Luberon, alliant le besoin d'un emploi et d'un logement à l'impératif de sécurité.

Au final, l'installation des rapatriés, essentiellement d'Algérie, aboutit à un essor économique indéniable dans nombre de secteurs : l'agriculture, le commerce et le renouvellement des professions libérales, contribuant à la figure du « pionnier » accolée au pied-noir.

Mais le rapatriement constitue aussi un déracinement traumatisant.

Outre les aspects du déclassement professionnel, les pieds-noirs ressentent le sentiment d'être des incompris par les « métropolitains ». Incompréhension qui participe aussi à la reconstruction d'une sociabilité algéroise ou oranaise dans nombre de quartiers périphériques de villes françaises comme à Monclar en Avignon ou au Mas de Mingue à Nîmes.

Les rapatriés se structurent en mouvements associatifs susceptibles de pouvoir les défendre et les diriger dans leurs démarches administratives.

Intermédiaire des pouvoirs publics, l'{{{ANFANOMA}}} devient l'association de référence tant pour les administrations que pour les rapatriés.

En plus des revendications matérielles, l'association est à l'initiative d'activités et d'actions faisant penser que la guerre d'Algérie n'est toujours pas achevée. Les exigences d'une amnistie, de la vérité sur les disparus, ainsi que les violentes diatribes verbales à l'encontre des Algériens de France, assimilés à un FLN tant honni, deviennent récurrents dans les discours et motions de l'association.

Progressivement, le mouvement associatif « rapatriés » se divise avec la création d'associations rivales les unes des autres. A ces combats d'arrière-garde, succèdent de nouveaux combats.

Né d'une histoire politique, le groupe social « rapatriés » investit ce champs par l'intermédiaire de groupements d'élus ou de communes à forte concentration de rapatriés, gravitant néanmoins entre un antigaulisme et un anticommunisme viscéral.

Les associations de rapatriés orientent aussi leurs actions vers la création de { { stèles du souvenir dans les cimetières, la construction de mémoriaux en l'honneur de l'Armée d'Afrique et manifestent contre la célébration du 19 mars 1962} } }, s'opposant ainsi avec une partie du monde des anciens combattants. ++++

Dans le cadre de la réappropriation de leur destinée, une partie du groupe social « harkis », essentiellement ceux résidants dans les espaces de relégation comme la cité d'accueil de Saint-Maurice l'Ardoise, les hameaux de forestage ou les cités urbaines, entame des actions de protestation dans ce que l'on nomme « { la révolte des oubliés de l'histoire } » en 1975.

La fin des années 1980 voit apparaître un bouleversement dans le milieu associatif des rapatriés.

Les grandes associations de revendications, comme l'ANFANOMA ou le FNR, poursuivent leur lent déclin avec une perte sensible du nombre d'adhérents et la réduction de leurs activités, alors que les associations de type culturel amorcent leur essor.

Au sein de cet exil cultivé, le Cercle algérien est révélateur de cette nouvelle situation. Les rapatriés continuent aussi d'être un enjeu électoral important dans certaines communes, essentiellement du Sud de la France. Néanmoins, si le comportement politique de ces électeurs est hétérogène avec une participation dans toutes les familles politiques, la question du vote Front national fait débat. Si l'on se doit d'exclure un vote massif quasi exclusif envers cette formation politique, la présence d'un réseau associatif proche ou dirigé par des rapatriés adhérents du Front national est fortement attestée.

Dans ce sillage, nombre de rapatriés construisent une mémoire collective par l'intermédiaire des monuments de l'exil, des commémorations et des pèlerinages comme celui de { { Santa-Cruz } } à Nîmes.

Cependant que certains s'enferment dans le prisme de l'Algérie d'avant l'indépendance, d'autres s'essaient à une possible réconciliation avec l'Algérie et les Algériens. Ainsi, les adhérents de l'association Coup de soleil, dont de nombreux pieds-noirs, tentent de faire ici ce qui a échoué là-bas.

Dans la même lignée, les voyages collectifs et individuels de pieds-noirs en Algérie préfigurent une réconciliation en construction.

Si pour certains, il s'agit de mettre un terme à un exode et un deuil de quarante ans, refermant cette parenthèse algérienne, pour d'autres, il s'agit d'un nouveau départ après une séparation douloureuse.

Dans le cadre des prospections identitaires, nombre de pieds-noirs délaissent une « pied-noirité » qui n'est désormais plus exclusive. Recherches généalogiques et voyages dans des tiers-espaces, les pieds-noirs sont à la recherche de racines espagnoles, mahonnaises, maltaises, sardes ou régionalo-françaises. Héritages qui ne se lèguent pas ou peu, ces rapatriés admettent progressivement qu'ils sont les derniers pieds-noirs.

Les juifs rapatriés d'Afrique du Nord et d'Algérie en particulier ont aussi des parcours particuliers. Des espaces de sociabilités typiquement séfarades sont reconstitués alors que dans d'autres régions, cette spécificité se fond au sein de la judéité locale.

Néanmoins, se discerne un épiphénomène récent où nombre de juifs rapatriés d'Algérie, pieds-noirs malgré eux, se réapproprient un passé algérien dans un mouvement de réconciliation avec ce pays.

Enfin, le groupe social « harkis » poursuit sa quête de reconnaissance en réitérant des actions de sensibilisation des pouvoirs publics comme en 1991. Les années 1990 confirment l'enjeu politique qu'ils forment dans certaines régions et communes, cependant que leur comportement politique est tout autant similaire à l'ensemble de leurs compatriotes. Derrière le terme « harkis », se cachent pourtant des situations des plus hétérogènes et selon nombre d'indicateurs : social, habitat, religion, culture, mariages, relations à l'Algérie.

De la nécessité de multiplier les recherches régionales en archives

Ce bilan ne peut que nous inciter à multiplier les recherches régionales fondées sur l'exploitation des documents d'archives. Le retour à l'histoire, c'est le retour au document. Ainsi, dans le cas précis de ma thèse, ce travail d'archives permet de relativiser grandement ces phénomènes de rapatriement en insistant sur les spécificités des différentes régions, départements ou communes dans une perspective de renouvellement de cet objet d'histoire. Même s'il ne faut pas omettre que, tout comme la Résistance, l'objet historique, que constitue les « rapatriés », n'est toujours pas un « objet froid » .

Ainsi, de par le récent assouplissement des dérogations à l'accès aux archives, l'historien peut désormais accéder à une masse d'archives encore inédites et inexploitées, et ce, permettant des études selon diverses thématiques :

- l'aspect démographique avec l'évolution de la mobilité géographique de ce groupe social, leur importance à divers instants par régions, départements, cantons, communes voire quartiers ou rues ;

- l'aspect administratif avec le rôle et la perception des administrations (service des rapatriés de la préfecture) et des politiques (maires et députés) sur le phénomène des rapatriements ;

- l'aspect économique avec les politiques mises en œuvre pour la résolution des difficultés de cette population et selon les différentes catégories socio-professionnelles ;

- l'aspect sociétal avec l'apparition, la transformation et l'affirmation d'un mouvement associatif spécifique en premier lieu puis largement diversifié et pluriel ;

- et enfin, l'aspect politique avec l'enjeu que ce groupe social devient dès les années soixante, la modification du paysage électoral de nombre de communes et l'apparition de nouveaux thèmes de campagne axés sur la problématique « rapatriés ».

D'autre part, il est aussi primordial de constituer ces banques de mémoires orales avant la disparition des derniers témoins de cette page de l'histoire, permettant de recouper les

données surgies des dépouillements d'archives, et surtout, de contribuer à confirmer l'hétérogénéité des trajectoires en apportant ce côté à la fois humain et palpable de la recherche .++++

Anne-Marie Granet Abisset, traitant de la mémoire des rapatriés, considère ainsi que «{ provenant de témoins différents, rien d'étonnant à ce que son expression soit multiple, parfois contradictoire. Telles sont les mémoires familiales, souvent plurielles, en raison des expériences variées ou de la manière dont les témoins ont été marqués par les évènements ou les éléments vécus et ressentis } » .

Ces distinctions permettent de dresser des schémas généraux et beaucoup plus nuancés. Ainsi, aux rapatriés partisans de l'Algérie française s'opposent les rapatriés, ces anciens « libéraux », conscients de l'inéluctabilité de l'indépendance de l'Algérie ou ceux reconvertis à la réconciliation avec l'Algérie comme Jacques Roseau assassiné à Montpellier le 5 mars 1993 ; aux pieds-noirs « européens » s'opposent les juifs d'Algérie, les uns contestant l'amalgame entre pied-noirité et judéité d'Afrique du Nord, les autres, une pied-noirité imposée à leur insu ; enfin, les descendants d'anciens supplétifs se scindent entre ceux partageant une mémoire selon le prisme de l'Algérie française à l'unisson des pieds-noirs et ceux selon le prisme de la colonisation dans le rassemblement avec toutes les autres victimes algériennes du colonialisme.

Le travail en archive, le recueil de témoignages mais aussi la presse et les archives privés se doivent d'être comparés dans un nécessaire croisement des sources en notre possession.

{{
Pour une histoire des rapatriements et des rapatriés}}.

Ainsi, ce travail de croisement des sources contribue indéniablement à cette réécriture — ou écriture pour certains aspects — de cette histoire des rapatriements et des rapatriés. Dans l'ouvrage de référence

De l'exode à l'exil, publié en 1993, Jean-Jacques Jordi constatait que la migration des rapatriés et les pieds-noirs restaient un objet illégitime de la recherche : illégitime dans l'histoire des migrations, illégitime dans l'histoire de France, posant ainsi la question relative à la colonisation comme partie intégrante de l'histoire nationale. L'enjeu est, hier comme aujourd'hui, de pouvoir écrire cette histoire, marquée par de nombreuses facettes, « en multipliant les études régionales et faire ainsi entrer dans l'histoire de France les colonisations/décolonisations, les rapatriements et leur devenir loin du bruit, de la fureur et du traumatisme colonial » .

Pour une meilleure compréhension de ces phénomènes, il me semble primordial de poursuivre des recherches comparatives tant sur le plan de l'espace que sur le plan des populations. Sur le plan des espaces, comparer le département du Vaucluse avec le Gard, et dans une moindre mesure les Bouches-du-Rhône, permet de mettre en avant les dissemblances et ressemblances. L'enjeu, à présent, est d'aboutir à des comparaisons de terrain d'étude (régions, départements, communes) afin d'en dégager les spécificités.

Ainsi, les travaux actuels posent de nouvelles problématiques portées sur la nécessaire orientation vers des monographies régionales pour une précision et une nuance des situations.

Ces aspects régionaux, me semble t-il, sont dorénavant à privilégier dans cette optique comparative. La compilation des études régionales permettra de pouvoir établir une histoire générale des rapatriements et des rapatriés.

Autre orientation d'importance, est la nécessaire optique comparative des populations étudiées. Comme nous l'avons démontré, ces populations sont diverses et hétérogènes. Cet aspect doit ainsi être approfondi par des études comparatives de quatre ordres principalement : à l'intérieur de ces trois groupes sociaux multiformes (pieds-noirs, juifs, harkis), entre ces groupes (pieds-noirs/juifs, pieds-noirs/harkis, juifs/harkis), avec d'autres groupes issus des rapatriements (rapatriés d'Algérie/rapatriés du Maroc ou de Tunisie, anciens supplétifs d'Indochine/ anciens supplétifs d'Algérie), avec d'autres groupes sociaux issus de migrations politiques et/ou économiques (familles d'anciens supplétifs/ familles issues de l'immigration économique algérienne).

Depuis les années 2000, force est de constater que nombre de travaux de doctorat sont entrepris dans diverses disciplines des sciences sociales et concernant les thématiques des rapatriements et rapatriés : en anthropologie avec Michèle Baussant et Giulia Fabbiano, en sociologie avec Clarisse Buono, en géographie avec Edwige Garnier et Abdelkader Hammadi, en sciences politiques avec Stéphanie Abrial et Emmanuelle Comtat . Dans la perspective d'une approche multidisciplinaire de la question des rapatriés, comme lors du séminaire d'Aix-en-Provence , la discipline qu'est l'histoire se doit de participer à cet effort pour « {{historiciser les rapatriements}} », avec sa méthodologie et la masse d'archives à sa disposition.

Défi que les universitaires en histoire doivent désormais relever pour une histoire nationale des rapatriements et des rapatriés.

{{Abderahmen MOUMEN}}
<small>cliquer sur la page blanche</small>
<doc2543|center>